

LE NOUVEAU CODE DES INVESTISSEMENTS VERRA LE JOUR BIENTÔT

# Priorité à la lutte contre la fuite des capitaux

*L'élaboration d'un nouveau code des investissements conformément à la nouvelle politique des pouvoirs publics en matière d'investissement serait à un stade très avancé, soutiennent des sources gouvernementales sûres. Les mêmes sources ajoutent que plusieurs articles seront «revus et corrigés», notamment ceux relatifs aux avantages accordés aux investisseurs.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Nos sources indiquent que l'avant-projet du code des investissements fera l'objet, avant son adoption par le Conseil du gouvernement, d'une dernière réunion dite technique entre le chef de l'exécutif et les «concepteurs» de cette nouvelle disposition.

Une fois les deux étapes franchies, c'est au tour du Conseil des ministres d'approuver le code en question avant qu'il ne soit opérationnel.

Selon nos sources, «les nouveautés attendues dans le nouveau code des investissements auront notamment pour objectif de lutter contre la fuite des capitaux, complétées par des dispositions réglementaires contenues dans l'avant-projet de loi de finances 2009».

Pour rappel, l'avant-projet de loi de finances 2009 prévoit de resserrer l'étau sur les compagnies étrangères qui tentent de transférer les capitaux vers l'étranger, en imposant deux nou-

velles taxes sur les filiales des compagnies étrangères installées en Algérie. La première taxe sera imposée sur les opérations de transfert des bénéfices vers l'étranger et la deuxième sur les opérations de concession des parts des autres compagnies étrangères.

Le rapport du projet de loi de finances 2009 prévoit également que les bénéfices transférés par les branches des compagnies étrangères installées en Algérie vers les sièges centraux seront soumis à une taxe, appelée taxe sur les actions. Elle sera imposée sur les bénéfices transférés vers l'étranger et sera estimée à 15%.

Pour rappel, l'Algérie s'est dotée d'un code des investissements réformé par l'ordonnance n°01-03 du 20 août 2001 relative au développement de l'investissement.

L'ordonnance en question offre une série d'avantages aux investisseurs et a mis en place les instruments nécessaires à une politique de promotion des

investissements tel que le Conseil national de l'investissement présidé par le chef du gouvernement, l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), avec ses structures centrales et ses guichets uniques regroupant les secteurs administratifs concernés par l'acte d'investissement.

Toutefois, en matière d'avantages fiscaux, l'ordonnance d'août 2001 comprend notamment un volet fiscal et parafiscal accordant des baisses importantes voire des exonérations selon les régimes prévus, sur certaines charges des entreprises (application du taux réduit en matière de droits de douane pour les équipements importés dans le cadre de la concrétisation de l'investissement, exonération de l'impôt sur le bénéfice annuel, de l'impôt sur le revenu global, franchise de TVA sur les biens et services...). Le régime général octroie des avantages standardisés essentiellement liés au montage du projet, et les régimes particuliers visent à favoriser certains investissements selon leur nature, intérêt ou localisation. Les différentes facilités peuvent s'étaler sur trois ans dans le cadre du régime général et sur un maximum de dix ans pour le régime dérogatoire. Sur un autre cha-

pitre, le nouveau code des investissements traite aussi du régime dérogatoire à travers les articles 10 et 11 de l'actuel code. Sur ce plan, la nouveauté réside au niveau de la nouvelle réglementation de l'assiette foncière industrielle où «il sera question de consacrer le régime de la concession et de réserver une participation majoritaire à l'Algérie dans tout projet financé par des fonds publics». A ce sujet, il est important de rappeler que lors de son entrevue avec le chef du gouvernement, le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) avait déclaré qu'il est pour «un patriotisme économique, indispensable lorsque les intérêts stratégiques de l'Algérie sont en jeux». «Notre doctrine est claire : le FCE est entièrement favorable à une économie libérale, mais nous sommes pour des IDE structurants et créateurs de richesses pour le pays», a ajouté le président du Forum. D'ailleurs, il avait déclaré à propos du foncier industriel, que son organisation soutient la décision du gouvernement d'annuler les ventes directes de terrains et d'opter pour la concession. «Dans l'absolu, la concession des terrains va profiter aux vrais investisseurs», avait soutenu M. Hamiani.

A. B.

FOURNITURE D'EXPLOSIFS POUR LES CARRIÈRES ET MINES

# L'importation est ouverte pour tout opérateur

*L'importation d'explosifs pour les carrières et mines est ouverte à tout opérateur sur la base du respect d'un cahier des charges.*

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - C'est ce que le président de l'Agence nationale du patrimoine minier (ANPM), Abdelkader Benyoub, a rappelé hier à l'issue d'une opération d'adjudication (attribution) de titres miniers. Selon le président de cette agence, nombre d'entreprises pétrolières étrangères se fournissent en explosifs pour les travaux de sismique et autre. Toutefois, l'utilisation, l'approvisionnement et le stockage des explosifs doivent répondre aux conditions de sécurité et sûreté.

Cela étant, la production d'or au Hoggar a été freinée par un déficit d'explosifs. Seulement

700 kg d'or ont été produits sur un volume de trois tonnes escomptées. A ce propos, Abdelkader Benyoub a indiqué que l'Office national des explosifs a pris l'engagement d'assurer l'approvisionnement en ce type de produits.

Tout en précisant que la gestion de ce dossier relève des attributions de la Direction générale des mines au ministère de tutelle.

Sur un autre plan, le président de l'ANPM a rappelé que son agence gère, à l'heure actuelle, 2 789 titres miniers (d'exploration et exploitation de substances minières). Toutefois,

le président de l'ANPM a reconnu qu'il y a toujours des «tentations spéculatrices», de «la spéculation» dans ce domaine. Notamment de la part de ceux qui vendent les terrains qu'ils obtiennent dans le cadre des adjudications. A ce propos, Abdelkader Benyoub a affirmé que «ceux qui veulent spéculer sur le dos de l'Etat font fausse route».

Tout en indiquant que les propriétaires de terrains miniers (le sol) peuvent se prévaloir du «droit de préférence» pour obtenir le titre d'exploitation ou d'exploration de ces terrains.

A charge, cependant, de s'aligner sur les offres des concurrents pour ces terrains, de prouver leur droit de propriété et d'avoir les moyens logistiques, scientifiques, humains et financiers pour exploiter ou explorer directement ou indirectement lesdits terrains. D'autre part, Abdelkader Benyoub a indiqué que 190 dossiers d'enquêtes sur sites miniers sont en instance d'examen au niveau des wilayas. Il s'agit pour les walis d'autoriser ou non la mise en adjudication de ces sites par

l'ANPM. Le président de l'ANPM s'exprimait à l'issue d'une opération d'attribution de titres miniers, la 27<sup>e</sup> du genre qu'organise cette agence et lancée en septembre dernier. Sur 62 sites et titres proposés, répartis sur 29 wilayas, seuls 39 ont été attribués à des opérateurs nationaux et étrangers.

Quatre-vingt-dix plis avaient été ouverts dont six ont été rejetés pour vice de forme. Ces titres portent sur l'exploitation et l'exploration de substances minérales industrielles à usage local (calcaire, tuf, dolomie, albâtre, argile, limons, gypse, sel, schistes et sable).

Cette 27<sup>e</sup> opération a permis de générer des recettes pour le Trésor de 786,72 millions de dinars.

En novembre-décembre, l'ANPM organisera une autre opération d'adjudication de titres miniers.

Ils porteront, cette fois-ci, sur la grande mine (substances minérales et métalliques), à charge, cependant, de susciter davantage d'intérêt des opérateurs étrangers.

C. B.

MARCHÉ DU MÉDICAMENT

# Les opérateurs obligés d'investir en Algérie

Désormais, les médicaments produits en Algérie sont interdits d'importation. Il est également instauré une obligation aux opérateurs et laboratoires pharmaceutiques étrangers d'investir en Algérie.

C'est ce qu'a indiqué le ministre du travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh, lors de sa communication hier en conseil du gouvernement. Ces mesures, a expliqué le ministre de la Communication qui rendait compte le même jour devant la presse, au CIP, visent à réguler le marché du médicament. Le département de Tayeb Louh a également fait annonce de l'élargissement de la nomenclature des médicaments soumis à la tarification référentielle.

La mesure prise par le passé de soumettre une liste de médicaments à une tarification référentielle a été gelée jusqu'au 2 octobre dernier où elle a connu un début d'application.

Boukerzaza a indiqué qu'en l'intervalle de moins d'un mois depuis sa mise en application, pas moins de 50% des prix des médicaments remboursables ont vu leurs prix baisser.

Le ministre de la Communication a expliqué que toutes ces mesures travaillent à sauvegarder le pouvoir d'achat mais surtout visent à maintenir et consolider les équilibres financiers des caisses d'assurance sociale, lesquels sont sérieusement menacés.

«Le coût des remboursements a triplé entre 2001 et 2008. Il est passé de 23 à 70 milliards de dinars. En 2007, il a été remboursé 50 millions d'ordonnances, soit un coût de 64,56 milliards de dinars.

Pour le seul premier semestre 2008, c'est-à-dire jusqu'à juin, les caisses de Sécurité sociale ont remboursé un total de 39,55 milliards de dinars», a indiqué Boukerzaza.

Rappelons que l'Algérie compte 8 millions d'assurés sociaux.

Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale a fait aussi part de l'installation d'une commission ministérielle qui travaillera sur le régime de convention entre hôpitaux et caisses de Sécurité sociale en matière de remboursement.

Il a informé aussi de l'assainissement du fichier du tiers payant et l'instauration d'une nouvelle carte pour les bénéficiaires.

S. A. I.

CENSURE DU LIVRE DE BENCHICOU

# «Ce sont des procédures réglementaires»

Le ministre de la Communication a estimé que l'interdiction d'impression du livre de Mohamed Benchicou relève «de procédures réglementaires prises au niveau local» et que le gouvernement n'a rien à voir dans cette affaire.